

LICENCE PROFESSIONNELLE

REGLEMENT DES ETUDES

ANNEE UNIVERSITAIRE : 2019- 2020

DOMAINE : SCIENCES, TECHNOLOGIE, SANTE (STS)

DIPLOME : LICENCE PROFESSIONNELLE **NIVEAU** : L3

Mention : *METIERS DES RESEAUX INFORMATIQUES ET TELECOMMUNICATIONS*

Parcours-Type : *Réseaux informatiques, mobilité, sécurité*

Régime/ Modalités : (cocher la ou les cases correspondantes)

Régime : formation initiale formation continue

Modalités : présentiel ; enseignement à distance ; convention

alternance : contrat de professionnalisation ou apprentissage

DATE D'ARRETE D'ACCREDITATION PAR LE MINISTERE : 11 juillet 2016

RESPONSABLES DE LA MENTION : ALAIN MORAND ET DENIS LUBINEAU

RESPONSABLES DE L'ANNEE : ALAIN MORAND ET DENIS LUBINEAU

GESTIONNAIRE :

I – Dispositions générales

Article 1 : Objectifs et compétences acquises lors de la formation

Les métiers visés par cette formation sont ceux de cadres techniques intermédiaires dans le domaine des réseaux et des télécommunications. Ils nécessitent des qualifications spécifiques pour concevoir, installer, maintenir, sécuriser et faire évoluer tous les types de réseaux de communication ainsi que les outils de communications de type distribué ("Cloud") et/ou collaboratif déployés en réseau. Cette mention propose une spécialisation pour le déploiement et la gestion sécurisée de réseaux locaux et étendus, physiques et sans fil. Ces métiers offrent actuellement de nombreux débouchés :

- auprès des Entreprises de Service du Numérique (ESN), des constructeurs d'équipements réseaux, des data centers, des opérateurs télécommunications et fournisseurs d'accès (FAI), des installateurs d'équipements de téléphonie
- auprès des entreprises et organisations utilisatrices dans tout secteur d'activité, gérant elles-mêmes leurs ressources informatiques, notamment le déploiement et la maintenance d'infrastructures et d'outils destinés à des usages collaboratifs internes et à la diffusion vidéo.

Pour exemple, une liste non exhaustive de métiers :

- Administrateur / gestionnaire de systèmes et réseaux informatiques,
- Technicien de maintenance des infrastructures réseaux étendus ou dans les « Datacenter »,
- Architecte de réseaux sécurisés,
- Administrateur de réseaux qui intègrent de la téléphonie sur IP et/ou mobile,
- Chargé d'affaires pour des opérateurs de télécommunications sur boucle cuivre / fibre optique / réseau mobile (maintenance ou déploiement).

Article 2 : Organisation et modalités de formation

La formation est organisée en une année.

Volume horaire de la formation : 420 heures

II – Organisation des enseignements

Article 3 : Composition des enseignements : UE, pondération et crédits ECTS

Se reporter au **Tableau de Modalités de Contrôle des Connaissances et des Compétences** de la formation (Tab. MCCC)

Commentaires sur certains éléments du Tableau MCCC :

Langues vivantes étrangères :

Langue enseignée obligatoire : ANGLAIS

Volume horaire : 30 h TD

Période en alternance en entreprise

Stage :

obligatoire (nécessaire à l'obtention du diplôme)

optionnel crédité d'ECTS (nécessaire à l'obtention du diplôme lorsqu'il est choisi)

optionnel non crédité d'ECTS (non pris en compte pour l'obtention du diplôme lorsqu'il est choisi)

Durée : Le stage comporte de 12 à 16 semaines (cf. arrêté Licence professionnelle du 17 novembre 1999)

Période : Pour le groupe des étudiants en FI, 100% des stages (16 semaines de début avril à fin juillet) se déroulent en entreprise ou dans des collectivités locales.

Modalité :

Dans le cas d'un stage :

Tout stage fait l'objet d'une convention. En fonction de la durée, du lieu de stage il donne éventuellement lieu à gratification par application des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les stages, sauf dérogation du responsable de formation, doivent se dérouler en dehors des enseignements (CM, TD, TP).

Sous réserve de l'accord pédagogique du responsable de formation, il est possible de valider une expérience au titre d'un stage via un contrat pédagogique : service civique et expérience professionnelle.

Sous réserve de l'accord pédagogique du responsable de formation, l'étudiant pourra accomplir des stages d'exploration professionnelle, notamment dans le cadre d'un projet de réorientation.

En aucun cas un stage ne devra se poursuivre au-delà du 30 septembre de l'année universitaire en cours.

Rapport de stage/ Projet tutoré/ Mémoire :

Les informations seront données par le responsable de la licence professionnelle.

III – Contrôle des aptitudes et des connaissances

Article 4 : Modes de contrôles

4.1 – Les modalités de contrôle

Se reporter au Tableau de Modalités de Contrôle des Connaissances et des Compétences (Tab. MCCC) joint.

4.2 – Assiduité aux enseignements

Aux cours :

Tous les enseignements sont obligatoires

Aux TD :

Dispense d'assiduité :

Aucune dispense

Article 5 : Validation, compensation, valorisation, capitalisation

5.1 – Règles générales et compensation

Année	Moyenne générale égale ou supérieure à 10/20 à l'ensemble des UE, y compris le projet tutoré et le stage et une moyenne égale ou supérieure à 10/20 à l'ensemble constitué du projet tutoré et du stage.
Semestre	Non concerné
UE	Moyenne pondérée des EC ou des matières $\geq 10/20$
Matière	Moyenne pondérée des épreuves $\geq 10/20$
Compensation	La compensation entre éléments constitutifs d'une UE, d'une part, et les UE, d'autre part, s'effectue sans note éliminatoire.
Coefficient	Les UE comme les éléments constitutifs d'une UE sont affectés par l'établissement d'un coefficient qui peut varier dans un rapport de 1 à 3.

5.2 – Valorisation :

Reconnaissance de l'engagement de l'él.u.e étudiant.e	<p>Valorisation de l'engagement de l'él.u.e étudiant.e (extrait du statut de l'él.u.e étudiant voté à la CFVU du 01/12/2016) :</p> <p>Afin de valoriser l'engagement majeur qu'est être élu, l'université met en place une bonification dont le barème a été voté lors de la CFVU du 13 juillet 2017. Afin d'assurer l'indépendance des élu.es, cette bonification sera accordée à tous les élu.es ayant siégé physiquement au moins à la moitié des conseils et des groupes de travail auxquels ils sont élu.es et/ou nommé.es. Elle n'est pas cumulable avec un ETC valorisant également l'engagement dans les instances de l'UGA.</p> <p>Attention : le bénéfice de la bonification pour l'él.u.e étudiant.e est incompatible avec tout autre dispositif de valorisation de l'engagement étudiant (ETC « engagement associatif et syndical », dispositifs ad hoc mis en place par les composantes, etc.)</p>
Reconnaissance de l'engagement de l'étudiant.e dans les activités de la vie associative, sociale et professionnelle	<p>La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 prévoit un principe de validation au titre d'une formation suivie des compétences, connaissances et aptitudes acquises par un étudiant à l'occasion d'un engagement dans les activités de la vie associative, sociale et professionnelle.</p> <p>En complément, des aménagements dans l'organisation et le déroulement des études peuvent être mis en place afin de permettre aux étudiants de concilier études et activités d'engagement.</p> <p>Les activités visées par ces aménagements sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudiants salariés (10 h en moyenne par semaine sur une durée minimum de 3 mois) - Etudiants membres du bureau d'une association - Services civiques - Sapeurs-pompiers - Militaires dans la réserve opérationnelle - Volontariat des armées <p>A l'UGA, les modalités de reconnaissance de l'engagement étudiant peuvent être les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La validation dans le cadre de l'obtention du diplôme <ul style="list-style-type: none"> • Attribution de crédits ECTS via les Enseignements Transversaux à Choix existants (ETC) • Ou attribution d'une bonification appliquée à la moyenne générale et définie lors du contrat pédagogique à hauteur de 0,5. <p>Les mêmes activités ne peuvent donner lieu qu'à une seule validation par cycle de formation et ne sont pas nécessairement liées à l'année universitaire en cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La valorisation : l'engagement est intégré dans le supplément au diplôme. - Les aménagements : <ul style="list-style-type: none"> • Une organisation de l'emploi du temps (choix des groupes TD/TP) • Une dispense totale ou partielle des enseignements • Autorisation d'absence justifiée au regard de l'engagement • Un aménagement d'examens • Un aménagement de la durée du cursus <p>Ils sont fixés en tenant compte des spécificités des différentes filières et diplômes au sein de l'établissement.</p> <p>Un contrat pédagogique sera établi à l'issue d'échanges entre l'étudiant et l'équipe pédagogique qui précisera la nature des aménagements mis en place et/ou les modalités de validation.</p>
Bonification	Aucune

5.3 – Capitalisation :

Lorsque la licence professionnelle n'a pas été obtenue, les unités d'enseignement dans lesquels la moyenne de 10 a été obtenue sont capitalisables. Ces unités d'enseignement font l'objet d'une attestation délivrée par l'établissement (article 10 arrêté licence professionnelle du 17/11/1999).

Les matières sans crédits ne sont pas capitalisables.

5.4 – Validation d’acquis :

Non concerné

IV – Examens

Article 6 : Modalités d’examen

La licence professionnelle est organisée en session unique avec des contrôles continus et des rattrapages tout au long de l’année en cours.

Gestion des absences aux examens

Absence aux Contrôles Continus (CC)	<ul style="list-style-type: none"> - Les étudiants en absence justifiée (ABJ) se voient affecter un zéro à l’épreuve de CC, sauf s’il est possible de leur proposer une épreuve de rattrapage. - Les étudiants en absence injustifiée (ABI) sont considérés comme défailants à l’épreuve de Contrôle Continu (CC) concernée.
Absence aux Examens Terminaux (ET)	Non concerné

Article 7 : Organisation de la session de rattrapage (si mise en place)

Non concerné

Article 8 : Jury

La licence est délivrée sur proposition d’un jury désigné en application des articles L. 613-1 et L. 613-4 du code de l’éducation. Ce jury comprend, pour au moins un quart et au plus la moitié, des professionnels des secteurs concernés par la licence professionnelle (article 11 arrêté licence professionnelle du 17/11/1999).

Les décisions du jury, en ce qui concerne les notes et le résultat final, sont définitives et sans appel.

Le jury est souverain et peut, par une délibération spéciale, attribuer ou non des « points-jury » pour permettre à l’étudiant d’obtenir la moyenne.

Article 9 : Communication des résultats :

Les résultats sont affichés sur le lieu de formation et/ou sur l’Environnement Numérique de Travail (ENT) des étudiants.

V – Résultats

Article 10 : Redoublement

Le redoublement n’est pas de droit.

Les étudiants peuvent conserver, à leur demande, le bénéfice des UE pour lesquelles ils ont obtenu une note égale ou supérieure à 8 sur 20.

Les éléments capitalisables porteurs de crédits ECTS sont définitivement acquis et donc pris en compte pour le redoublement. Ils ne peuvent pas être repassés.

Article 11 : Admission au diplôme

11.1 – Diplôme final de Licence Professionnelle

La licence professionnelle est décernée aux étudiants qui ont obtenu à la fois une moyenne générale égale ou supérieure à 10/20 à l'ensemble des UE, y compris le projet tutoré et le stage et une moyenne égale ou supérieure à 10/20 à l'ensemble constitué du projet tutoré et du stage (*art. 10 arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la licence pro*).

11.2 – Règles d'attribution des mentions le cas échéant

La mention est calculée sur la base de la moyenne générale au diplôme, qu'il soit obtenu en session 1 ou en session de rattrapage.

Moyenne ≥ 10 et < 12 : Mention Passable
Moyenne ≥ 12 et < 14 : Mention Assez Bien
Moyenne ≥ 14 et < 16 : Mention Bien
Moyenne ≥ 16 : Mention Très Bien

VI – Dispositions diverses

Article 12 : Déplacements

Les étudiants pourront dans le cadre de leur scolarité être amenés à effectuer certains déplacements pour participer à des activités à l'extérieur des locaux de l'université.

Article 13 : Etudes dans une université étrangère, le cas échéant

Se renseigner auprès du service des relations internationales de l'IUT1

Article 14 : Dispositions pour les publics à besoins spécifiques (hors dispositif énoncé art. 5.2 pour les étudiants engagés)

Des **aménagements** dans l'organisation et le déroulement des études sont mis en place selon les spécificités de la formation et les possibilités de l'équipe pédagogique pour les publics suivants :

- Etudiants engagés dans plusieurs cursus
- Sportifs de haut niveau (cf. Charte du sport de haut niveau)
- Artistes de haut niveau
- Etudiants en situation de handicap
- Chargés de famille, étudiantes enceintes
- Réserve citoyenne de l'éducation nationale

Ces aménagements seront précisés dans le contrat pédagogique.

Article 15 : Discipline générale

Le respect et l'assiduité s'imposent. Les manquements graves pourront être sanctionnés.
Seule la section disciplinaire est compétente pour prononcer des sanctions à l'égard des étudiants

La vie en collectivité impose, comme base de fonctionnement harmonieux, le respect mutuel. Cette discipline générale fait obligation d'arriver à l'heure, d'avoir une tenue correcte et compatible avec les normes de sécurité des enseignements, d'éteindre son téléphone portable pendant les activités pédagogiques ...

Attitude irrespectueuse, fraude aux examens et à l'inscription :

Une procédure disciplinaire est mise en œuvre par le Président de l'université.

Au terme d'une procédure d'instruction, la formation de jugement de la section disciplinaire se prononce sur la sanction.

Article 16 : Dispositions spécifiques à la formation (si nécessaire)

Article 17 : Mesures transitoires

SUIVI DES MODIFICATIONS

N° de Version (1)	Date de Validation Conseil UFR (2)	Date de Validation en CFVU (3)	Nature des modifications (n° article, n° paragraphe) (4)
1		22/09/2016	Première année d'accréditation du contrat 2016-2020
2	8/06/2017	21/09/2017	Article n° 4 (volume horaire anglais)
3	3/07/2018	20/09/2018	Sans modification
4	14/05/2019	26/09/2019	Articles n° 1 et n° 15

(1) N° de version du règlement d'études dans l'habilitation

(2) Date de passage et de validation au Conseil d'UFR

(3) Date de passage et de validation à la CFVU

(4) Indiquer soit, les modifications s'il y en a (dans ce cas, indiquer leur nature (importante ou mineure) et, dans quel article ou paragraphe, on trouve la modification) soit, sans modification.

Intitulé de l'UE (le cas échéant, les intitulés des EC et des matières sous les UE)						CONTRÔLE DES CONNAISSANCES ET DES COMPETENCES		NOMBRE D'HEURES					
						SESSION UNIQUE (contrôles continus et rattrapages)		CM	TD	CM/TD	TP		
Cours mutualisé (le cas échéant)	Code Apogée	Nature de l'UE	ECTS	Coefficient	Nature de l'épreuve	Coef. ou %							
UE1-DISCIPLINES CONNEXES AUX SCIENCES ET TECHNIQUES													
		TARS0U10	O	8	1								
		TARS0101	O		0,25	Ecrit et/ou Oral					25		
		TARS0102	O		0,25	Ecrit et/ou Oral					20		
		TARS0103	O		0,25	Ecrit et/ou Oral					30		
		TARS0104	O		0,25	Ecrit et/ou Oral					30		
UE2-DISCIPLINES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES DE BASE													
		TARS0U20	O	12	1								
		TARS0201	O		0,2	Ecrit et/ou Oral					12		18
		TARS0202	O		0,2	Ecrit et/ou Oral					12		28
		TARS0203	O		0,2	Ecrit et/ou Oral							30
		TARS0204	O		0,2	Ecrit et/ou Oral			12	8			20
		TARS0205	O		0,2	Ecrit et/ou Oral				18			12
UE3-DISCIPLINES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES DE SPECIALISATION													
		TARS0U30	O	10	2								
		TARS0301	O		0,4	Ecrit et/ou Oral					3		12
		TARS0302	O		0,4	Ecrit et/ou Oral			18	4			18
		TARS0303	O		0,4	Ecrit et/ou Oral				18			12
		TARS0304	O		0,4	Ecrit et/ou Oral					14		16
		TARS0305	O		0,4	Ecrit et/ou Oral					13		17
UE4-PROJET TUTEUR													
		TARS0U40	O	8	1	Ecrit et/ou Oral					16		
UE5-STAGE OU ACTIVITE EN ENTREPRISE													
		TARS0U50	O	22	1								
		TARS0501	O		0,5								
		TARS0502	O		0,25	Ecrit rapport							
		TARS0503	O		0,25	O Soutenance							
Total ECTS / Semestre						60	Total Nbre d'heures		30,00	223,00	0,00	183,00	

Commentaires : FI = Formation Initiale / FC = Formation Continue / CA = Contrat d'Apprentissage / CP = Contrat de Professionnalisation